

## **Conseil national du 5 février 2022**

### **Intervention de Pierre Lacaze, responsable national aux élections**

#### **Point sur les élections législatives**

---

Cher.e.s camarades,

Je souhaite tout d'abord remercier tous les camarades des Bouches du Rhône, particulièrement Jérémy et Naïma et l'ensemble de l'équipe qui a préparé ce conseil national. Les remercier pour leur accueil dans cette belle ville de Marseille. Un bel accueil de notre conseil national qui augure d'un beau meeting demain. Et je souhaite que cette initiative de notre direction nationale d'avoir des réunions décentralisées soit reconduite dans d'autres villes de France dans les mois et années qui viennent car cela donne à voir notre implantation territoriale et cela souligne que le parti a des forces sur tous les territoires, pas seulement région parisienne, y compris d'ailleurs sur les législatives.

Je veux aussi indiquer que je me retrouve pleinement dans les interventions d'Amar Bellal sur la force des idées que nous portons avec Fabien dans le débat présidentiel qui aujourd'hui alimentent le débat politique national sur les propositions du PCF et celle d'Ozer Oztorun sur le fait que comme direction nationale nous devons pousser à des initiatives, regarder les initiatives de terrain qui réussissent comme à Champigny, avoir une pleine ambition collective et populaire, mesurer que ça bouge en notre faveur. Je dirais moi ne pas se contenter de commenter la campagne et les bonnes prestations médiatiques de Fabien Roussel mais permettre une dynamique de campagne pleine d'énergie avec des dizaines de milliers de communistes.

Sur la question des idées, du projet de la France des Jours Heureux et sur le besoin d'une amplification de la campagne présidentielle au plus près des quartiers populaires et des entreprises je veux faire le lien avec la situation sur les législatives.

D'abord je voudrais que le conseil national mesure que nous donnons aujourd'hui le signal d'une mobilisation importante de notre campagne pour les législatives.

Nous désignons 212 titulaires ou chef.fe.s de file dans près d'une soixantaine de départements et nous savons d'ores et déjà que dans les 15 jours qui viennent nous avancerons sur la désignation d'une cinquantaine de camarades supplémentaires comme par exemple dans la fédération des Bouches du Rhône ou d'autres départements qui à ce jour ne nous ont pas transmis leurs propositions.

En 2017, nous avons présenté 470 candidats dans 577 circonscriptions, aujourd'hui malgré le COVID et la difficulté de manier la question de la présidentielle et celle des législatives, sujet souvent débattu entre nous, nous approchons de la désignation de nos candidats dans la moitié des départements et circonscriptions de France. C'est une première étape. La question des Outre mer étant traitée avec nos partenaires ultra marins et les candidatures des députés des français de l'étranger dans un second temps.

Nous avançons donc bien et c'est une très bonne chose, je remercie l'ensemble des fédérations et en votre nom l'ensemble des candidats et des candidates que nous validons aujourd'hui mais aussi les centaines qui se discutent en ce moment même dans les fédérations.

Je sais les conditions difficiles avec la pandémie avec la difficulté du débat entre force de gauche, j'y reviendrais, et je mesure pleinement l'engagement de ces femmes et de ces hommes qui se mettent en mouvement pour porter avec Fabien Roussel le programme des jours heureux et pour faire vivre la démarche de rassemblement que nous sommes les seuls à mettre en débat pour les élections législatives.

Nous devons amplifier ce mouvement d'entrée en campagne de nos candidats et candidates. Comme les communistes et notre Conseil National l'ont décidé soyons pleinement engagé dans les deux campagnes électorales qui doivent se compléter. Je n'y vois pas d'opposition, ni de difficultés. Je pense même que la présentation du programme, du projet de la France des jours heureux, est une occasion pour que nos candidats animent par exemple les 500 réunions publiques que nous proposons de tenir d'ici le premier tour de la campagne présidentielle. Nous portons nos propositions notre projet et nous voulons avancer sur un pacte d'engagements communs.

Nous avons décidé de présenter des candidats et des candidates titulaires dans toutes les circonscriptions et à parité au niveau national. C'est pour cela que nous ne validons que les départements qui respectent cet engagement sur la parité. Et je suis conscient que cette question de la parité est aujourd'hui très largement partagée dans le parti et dans le travail sur la désignation des candidats.

Les autres formations politiques avancent elles aussi sur les législatives dans un calendrier qui leur est propre. A droite les désignations sont faites, elles se préparent et avancent aux extrêmes droites mais la question du résultat du premier tour de la présidentielle et de la réalité des candidatures après la période des parrainages alimentent les réflexions et les calendriers des différents partis. Cette question est aussi vraie à gauche, perturbée de plus par les difficultés des différents candidats et la fausse primaire populaire, cela a poussé le parti socialiste à désigné des délégués de circonscriptions, laissant ouvert les retraits possibles et à le faire non pas fin décembre mais en ce début février. EELV finalise ces jours-ci un accord législatif avec les formations du pôle écologique qui soutiennent Yannick Jadot et désigneront leurs candidats le 19 mars. La FI avance sur la désignation de candidats mais ne validera les investitures qu'après le premier tour de la présidentielle et on voit au fur et à mesure des intégrations au parlement de l'Union Populaire que c'est en fait la somme de leurs candidats aux législatives.

Nous ne sommes donc pas en retard mais le fait de désigner nos candidats au plus vite pour amplifier notre dynamique de campagne avec Fabien est un atout y compris dans les discussions avec de possibles partenaires. Il y a aussi beaucoup de personnalités d'organisations plus petites qui pourraient rejoindre notre campagne présidentielle et qui souhaiteront aussi se retrouver avec nous aux législatives. Je pense que nous devons valider

la proposition de réunir nos candidats le 10 mars avant le meeting de Paris et qu'il faut se fixer cet objectif d'avoir avancé le 10 mars dans la désignation de 470 à 577 circonscriptions.

Nous proposons partout des discussions départementales sur la base de notre proposition d'un pacte d'engagements communs en lien avec les discussions nationales mais sans être inactif, en désignant des candidat.E.s ou des chef.fe.s de file dans toutes les circonscriptions. Et notre engagement est clair nous voulons faire élire des députés communistes c'est notre objectif premier le plus grand nombre de députés communistes avec le plus grand nombre de députés de gauche. Voilà ce que nous avons proposé aux autres formations de gauche, travailler à un pacte d'engagements communs aux législatives dans le respect de nos engagements divers à la présidentielle.

Je veux vous faire part comme à chaque Conseil national de l'état des discussions. D'abord le redire ici à ce stade nous n'avons d'accords avec aucune formation politique ni avec la FI ni avec le PS ni avec EELV. Vous seriez bien sur informez de tout accord, c'est le comité exécutif national qui décidera d'un accord si la proposition venait.

Ce travail de transparence entre-nous, d'échanges sur l'état des discussions nationales ou départementales nous souhaitons qu'il soit aussi maîtrisé par la direction nationale et par les fédérations. Nous avons un groupe de travail avec l'ensemble des suivis régionaux de l'exécutif plus une vingtaine de secrétaires départementaux qui en lien avec André Chassaigne font un point régulier sur les législatives.

Nous nous sommes réunis une dizaine de fois d'abord pour avancer sur l'état du rapport de force sur la base des élections intermédiaires sachant que nul ne connaît aujourd'hui le résultat du premier tour de la présidentielle ni du second. Bien sur nous savons le poids du résultat de la présidentielle sur les législatives mais nous savons aussi les particularités des territoires qui permettent de l'amplifier ou d'y faire face comme le poids de la capacité à se rassembler pour être d'abord au second tour dans un contexte de forte abstention et ensuite de gagner selon les rapports de force et la probable situation de fortes divisions à droite dont on parle moins.

Nous nous sommes donnés l'objectif d'augmenter le nombre de députés communistes en Métropole avec l'ambition de retrouver la capacité à constituer un groupe communiste (15 députés PCF) que nous n'avons plus depuis 2007 tout en maintenant le travail avec les députés ultra-marins. Nous avons aujourd'hui 11 députés seulement dans 7 départements dont 2 de région parisienne.

Nous travaillons à renforcer le groupe et le nombre de régions et de départements avec ou des députés. Nous savons que cette capacité à constituer un groupe est un combat depuis de nombreux mandats, mais en lien avec nos députés et les fédérations concernées nous sommes confiants sur une majorité des circonscriptions où nous sommes sortants.

Nous ne donnerons pas d'appréciation affirmant que telle ou telle de nos circonscription est « gagnable » ou « perdable » car ce serait irrespectueux vis-à-vis des camarades, des militant.e.s : il n'y a aucune circonscription perdue d'avance, nous voulons gagner partout.

Sur 11 circonscriptions, je peux néanmoins dire que nous sommes inquiets sur 2. Et dans plusieurs dizaines de circonscriptions nos fédérations, sur la base de leur analyse des rapports de force et de la qualité de nos candidats, identifient des possibilités de victoire.

Voilà la réalité de l'analyse que nous faisons sur les législatives bien sur nous nous situons dans une perspective de conquête de progrès avec réalisme et confiance pour ces législatives. On est loin d'une science exacte et sans le résultat de la présidentielle les analyses de rapports de force sont compliqués et soyons humble ne désignons pas les circonscriptions gagnées d'avance et celles perdues d'avances.

Les prévisions des législatives passées nous ont indiqué qu'il fallait être prudent sur ces questions. Il y a des scénarios plus pessimistes qui vont jusqu'à annoncer l'élection que de quelques députés de gauche. Bien sur tout peut se discuter ou se prédire puisqu'il est très compliqué de se projeter par contre je tiens à dire que nous ne nous situons pas dans ces scénarios. Y compris parce que des partenaires possibles protestent sur l'idée que nous annoncerions, nous le PCF, dans nos débats publics ou dans des documents numériques confidentiels qui circulent et qu'ils lisent, la disparition de notre groupe, de celui de la FI ou de la quasi-totalité de leurs députés ou l'élection d'aucun député. Ces analyses qui existent exprimés chez nous et ailleurs ne sont pas celles du PCF puisqu'au contraire nous pensons pour notre part progresser et que nous proposons des accords gagnants dans le plus grand nombre de circonscriptions avec la FI le PS ou EELV et d'autres formations de gauche.

Nous avons analysé nous des possibilités selon les territoires et dans le cadre d'accords de victoires, c'est dans cette dynamique que nous souhaitons travailler avec nos partenaires potentiels. C'est ce que nous proposons dans notre dernière résolution votée par le conseil national avec nos priorités et les moyens de les mettre en œuvre que nous portons dans le débat pour arriver à des contenus communs. Et au-delà des circonscriptions que nous pouvons conserver ou remporter, nous souhaitons augmenter le total des voix obtenus (600 000 en 2017) avec l'ensemble des candidat.e.s du PCF .

L'analyse des rapports de force par nos fédérations et validée par le secteur élection fait apparaître plusieurs dizaines de circonscriptions où nous pourrions gagner. Les suivis régionaux la vingtaine des secrétaires départementaux connaissent ces circonscriptions comme toutes les fédérations concernées. Et selon le profil de nos candidat.e.s et des échanges locaux des fédérations aujourd'hui en identifient d'autres. Que faisons nous, nous écartons ces possibilités, nous les classons, ou bien nous essayons partout de créer les meilleures conditions électorales ? Dans ces dizaines de circonscriptions, aucune n'a un député de gauche. De manière volontaire nous proposons d'aller à la conquête sur le RN, LR et la LREM et pas de favoriser l'affrontement entre les différentes formations de gauche sur les quelques circonscriptions de gauche.

Nous avons pour notre part indiqué cet objectif aux autres formations en indiquant ces circonscriptions. Ils n'ont pas fait ce même travail sur les circonscriptions favorables à la gauche où ne nous l'ont pas communiqué. La période de parrainage avec les inquiétudes qu'elle comporte et l'analyse de nombreux partis politiques sur le fait qu'Anne Hidalgo et Christiane Taubira ne pourront pas être candidates toutes les deux ont repoussé nos

échanges. Nous parlons à tout le monde à gauche et nous avons rencontré les différentes formations politiques pour faire le point. FI et EELV qui ne voulaient pas discuter sauf dans le cadre d'un soutien à leur candidat respectif à la présidentielle ont bougé et acceptent des rencontres de dialogues pas de négociations.

A ce stade si l'on discute il n'y a pas d'accord et la question n'est pas tranchée sur le fait qu'un accord pourrait arriver avant le premier tour de la présidentielle et se faire sur un pacte d'engagement commun ce que nous demandons. Seule notre formation y étant favorable à ce stade. Deux rencontres avec le PS, cinq avec la FI, trois avec EELV et des rencontres avec GRS, le MRC et à venir avec les radicaux de gauche, place publique ou le PRG, qui souhaitent nous rencontrer. GRS et le MRC réfléchissent à un positionnement sur les présidentielles, beaucoup de leurs militants penchent pour un soutien à Fabien. EELV a décidé de maintenir les discussions avec nous et toute la gauche tout en affirmant qu'ils présenteront partout des candidats écologistes. Ils ont l'ambition de constituer un groupe ce en quoi nous pouvons les aider nous qui voulons faire progresser le notre et ils énoncent leur pragmatisme pour maintenir un dialogue et la possibilité que localement soit regardé les hypothèses sur une dizaine de circonscriptions de part et d'autre ou s'envisageraient des rapprochements. Mais EELV souhaitant présenter des candidats partout ils ne sont pas pour un accord de soutien aux députés sortants sauf décision locale de leur structures et validation nationale. Ils ont indiqué avoir rejeté la proposition de la FI qui leur proposait un accord que si EELV soutenait tous les sortants FI. Nous avons à identifier avec EELV les députés sortants qui se rattachent aujourd'hui au pôle écologique, EELV n'ayant aucun député sortant et les circonscriptions qui leurs sont favorables notamment dans les Métropoles où nos partis travaillent ensemble et discutent. Le PS est ouvert à un dialogue permettant le plus d'accord il ne s'inscrit pas dans un accord qui se limiterait aux sortants mais il se refuse à un accord sur tous nos sortants laissant entrevoir un possible affrontement dans plusieurs circonscriptions communistes. Comme avec EELV nous avons insisté pour que cela soit minoritaire mais en restant ouvert à un dialogue. Nous avons évoqué plusieurs dizaines de circonscriptions, celles que nous avons identifiées pour nous nos 11 sortants et une vingtaine de plus, leur 24 sortants, les circonscriptions RN, des circonscriptions où nous pourrions être au second tour, celles que la gauche rate de peu en 2017. Ils sont partagés dans les échanges avec nous sur la possibilité d'un accord avant le premier tour et d'un accord sans les autres forces de gauche notamment EELV. Ils parlent avec EELV et certainement avec la FI. Ils ont indiqué vouloir regarder les possibilités. Nous avons indiqué que nous allions présenter des candidats et candidates dans leurs circonscriptions en l'absence d'accord et que plus les choses tarderaient plus nous pourrions avoir des difficultés pour aboutir à des accords. Les discussions les plus avancées sont celles avec la FI qui d'un refus de discussions si on ne soutenait pas JLM à la demande d'un accord que sur les sortants est passé à un dialogue sur les sortants et des circonscriptions de plus. Même si le choix de Sébastien Jumel de céder à la pression de Jean Luc Mélenchon de manière individuelle fragilise nos échanges pour le reste de nos députés. Sébastien mettant en danger l'accord pour le groupe car il nous place dans ce qu'était la position première de la FI : vous vous ralliez au soutien à notre candidat et alors nous vous soutenons. Cette manière de faire pression et de débaucher un par un des soutiens contraints par rapport à une situation individuelle est humiliante pour les personnes concernées et créent des tensions inutiles avec des énervements locaux. Nous n'avons pas rompu le dialogue

suite à ces déclarations et nous attendons la réponse de la FI à notre dernière rencontre. Nous avons proposé une discussion sur leur soutien dans 16 circonscriptions dont nos 11 sortants et le notre sur les 16 circonscriptions sortantes, c'était de fait en partie leur demande mais ils ont indiqué vouloir plutôt notre soutien sur 22 circonscriptions et donner le leur sur 17. Chez eux aussi le débat existe sur l'attente ou pas du résultat du premier tour de la présidentielle. Comme avec le PS nous avons indiqué présenter des candidats dans toutes leurs circonscriptions en indiquant que nous souhaitions que les discussions avancent pour ne pas être une difficulté si les choses s'éternisaient.

La situation va bien sûr évoluer certainement à la fin du mois avec la fin des parrainages, les évolutions des sondages, les soutiens qui rejoindront Fabien et les choix de nos partenaires mais rien ne dit que nous aurons des accords avec les uns ou les autres. Nous n'avons pas de partenaire privilégié, nous voulons être respecté et dans une démarche qui ouvre de l'espoir à gauche avec du contenu. Nos différents interlocuteurs ont tous refusé un accord large et global mettant en avant l'incompatibilité d'un tel accord avec nos différents candidats à la présidentielle. Au mieux dans des discussions favorables nous pourrions soutenir un non communiste dans soixante dix circonscriptions et être soutenu dans une trentaine ou quarantaine. On parle donc d'une centaine de circonscriptions et donc nous aurons des candidats dans près de 500 circonscriptions même en cas d'accord. Si nous n'avons pas d'accord gagnant sur des élus avec telle ou telle force nous nous présenterons face à elle. Nous sommes ouverts au dialogue local mais opposés à tout accord local qui ne respecterait pas les décisions nationales. Ceux qui négocient que pour leur cas personnel mettent en danger le collectif et notre groupe comme notre capacité à gagner sur plusieurs territoires.

Si nous avons un accord nous aurons à le faire respecter avec la FI vis-à-vis de leurs sortants et en fonction des différentes circonscriptions avec le PS, EELV et autres. C'est ce travail de dialogue entre nous de confiance entre le local et le national qui fait notre force. Nous sommes clairs avec l'ensemble des fédérations nous leur faisons confiance pour faire respecter les décisions nationales et nous sommes totalement à leur écoute pour répondre à leurs objectifs locaux. Et l'engagement de la direction nationale et des secrétaires départementaux à 99% est total pour réussir la présidentielle en préparant de bons résultats aux législatives et la possibilité d'un groupe communiste. Les deux objectifs sont réalistes et à portée de nos votes.

Pierre Lacaze.